

PRÉSENTATIONS

Code sanitaire international et manuel de diagnostic pour les maladies des animaux aquatiques (édition 1997 de l'Office International des Épizooties)

M. Robert FLECKINGER. - La publication, en 1997, par l'Office International des Épizooties, dans le cadre de l'organisation mondiale de la santé animale, des deux brochures que j'ai l'honneur de présenter, trouve les motivations suivantes : d'une part, dans le développement exponentiel, au cours de ces dernières années, des échanges internationaux portant sur les animaux aquatiques (poissons, mollusques, crustacés) tant pour l'approvisionnement des élevages que pour la vente des produits destinés à la consommation, d'autre part, dans la nécessité de prévenir, par des mesures adéquates, la diffusion, entre pays, des maladies des animaux aquatiques dont particulièrement celles listées (maladies à déclaration obligatoire à l'OIE). Précisons que ces maladies sont celles considérées comme importantes du point de vue socio-économique et/ou sanitaire au niveau national et dont les effets sur le commerce international des animaux aquatiques et des produits d'animaux aquatiques ne sont pas négligeables. D'autres, qualifiées "autres maladies importantes", mais non soumises à déclaration obligatoire à l'OIE, sont définies et visées.

Les deux brochures se rapportant aux maladies des animaux aquatiques se complètent. Le code sanitaire institue des normes internationales à observer pour l'organisation et la mise en pratique, d'une prophylaxie des maladies des animaux aquatiques et tout ce qui s'y rapporte pour la rendre effective, dans les pays ayant souscrit aux conditions définies et rempli ces conditions pour être admis à l'appliquer selon les règles du code sanitaire et du manuel de diagnostic ; ce dernier fixant les méthodes normalisées de diagnostic retenues pour répondre aux exigences du code.

I. Le code sanitaire international pour les animaux aquatiques

L'ouvrage de 200 pages se divise en cinq parties :

La première partie comprend cinq subdivisions :

1. Les définitions dont la signification est donnée pour une liste de 108 utilisées dans le code.

2. Les notifications et informations épidémiologiques — Il s'agit des relations d'information qui s'établissent, d'une part, des pays vers l'OIE (déclaration dans les 24 h par téléphone de tout foyer de maladie à déclaration obligatoire à l'OIE, rapports mensuels, rapports annuels), d'autre part, de l'OIE vers les pays (informations sur la situation zoo-sanitaire, rapport annuel sur la santé animale mondiale).

3. L'éthique vétérinaire précise les exigences et principes de la certification dans les échanges internationaux, ainsi que les responsabilités morale et juridique qui s'attachent à la certification, laquelle est exclusivement réservée aux autorités officielles compétentes.

4. L'analyse des risques liés à l'importation. Cette analyse, à l'usage des pays qui souhaitent organiser une prophylaxie des maladies des animaux aquatiques indique la procédure à suivre en 3 étapes. 1^{re} étape - identification des dangers à l'importation - 2^e étape - évolution des autorités compétentes. Ces autorités doivent pouvoir disposer d'une infrastructure vétérinaire efficace ainsi que de ressources juridiques et financières suffisantes pour permettre l'exécution des différentes actions nécessaires, notamment, pour assurer la surveillance des frontières, la surveillance clinique, épidémiologique et la pratique des épreuves de diagnostic de laboratoire. La 3^e étape consiste en l'organisation du programme de prophylaxie selon le système du zonage dont les définitions et les aspects de contrôles réglementaires sont donnés (statut de pays indemne, zone indemne, zone de surveillance, zone infectée, établissement d'aquaculture indemne, récupération du statut indemne etc.).

5. Les procédures applicables à l'importation et à l'exportation, à tous les stades depuis le départ aux frontières, en cours de transport à l'arrivée.

La deuxième partie concerne les maladies à déclaration obligatoire à l'OIE antérieurement désignées comme maladies de la liste B (liste annexée). Pour chacune des maladies, la prophylaxie comprend le système de zonage précité et fixe, pour les établissements d'aquaculture, les conditions de recouvrement du statut indemne.

Les conditions d'importation des poissons vivants ou gamètes, des poissons morts, mollusques vivants, mollusques destinés à la consommation sont fixés.

La troisième partie concerne les "autres maladies importantes des poissons, mollusques, crustacés (liste annexe). Ces maladies peuvent faire l'objet, de la part des autorités des pays importateurs, de l'exigence d'accompagnement (s'il est jugé nécessaire) d'un certificat zoosanitaire international délivré par l'autorité compétente du pays exportateur attestant : pour les poissons que des examens appropriés, pour la recherche de la maladie visée ont été pratiqués régulièrement dans l'établissement d'aquaculture, la zone ou le pays d'origine et ont donné des résultats négatifs.

Pour les crustacés (crevettes, post larves, juvéniles et géniteurs vivants) que les crevettes ne présentaient le jour de leur chargement, aucun signe clinique de la maladie visée.

Pour la peste de l'écrevisse (*Aphanomyces astaci*) l'importation à d'autres fins que la consommation humaine est interdite dans les pays indemnes de cette maladie, si elles proviennent de pays ou zone où la maladie est présente.

La quatrième partie précise les conditions d'hygiène à observer pour les prises de sang, les vaccinations ainsi que pour la destruction des agents pathogènes, notamment pour la désinfection des œufs de pisciculture par l'iode, pour la désinfection des piscicultures, élevages de mollusques et de crevettes.

La cinquième partie donne les modèles de certificats internationaux approuvés par l'OIE concernant les poissons vivants et leurs gamètes, les poissons morts non éviscérés, les mollusques vivants, les crustacés vivants.

Le code se termine par un index alphabétique des maladies listées de l'OIE.

II. Le manuel de diagnostic des maladies des animaux aquatiques

Rédigé par la Commission des maladies des poissons de l'OIE, le manuel de diagnostic précité, sous un volume de 251 pages, en langue anglaise, a pour objet, comme indiqué dans la préface, de fournir une approche uniforme, standardisée, au diagnostic des maladies des animaux aquatiques référencées dans le code, de telle manière que les conditions, pour une certification officielle, en vue du commerce des animaux aquatiques puissent être remplies.

Le manuel est donc le complément du code. Afin de prendre en compte l'évolution de nos connaissances, il est prévu d'en faire une publication mise à jour, tous les quatre ans.

Une introduction précède les trois parties du manuel consacrées par maladie aux maladies : 1) des poissons 2) des mollusques 3) des crustacés.

Cette introduction souligne le caractère particulier des maladies des poissons. Les réponses cliniques ne sont pas pathognomoniques, il existe des formes subcliniques, des porteurs : de surcroît, les poissons possèdent des anticorps, lesquels sont absents chez les mollusques et crustacés.

Les méthodes de diagnostic sont fondées sur des procédés standardisés de laboratoires dont les règles définies sont applicables dans les pays ayant institué, selon une législation adéquate, un programme de surveillances de la santé des animaux aquatiques et disposant des ressources nécessaires permettant l'application desdits programmes.

Les méthodes de diagnostic retenues sont toutes des méthodes directes fondées sur l'isolement de l'agent pathogène suivi de l'identification. Pour les poissons, l'identification peut se faire par une méthode immunologique directe de détection de l'antigène spécifique.

Les méthodes de diagnostic fondées sur la recherche des anticorps ne sont pas encore utilisées comme méthode de routine.

Explication est donnée du choix des maladies listées (à déclaration obligatoire à l'OIE) et comme autres maladies importantes, ainsi que des motifs de non listage de certaines autres maladies importantes.

L'introduction est suivie de 2 listes de 8 abréviations et de 3 définitions utilisées dans le manuel dont la signification du terme est donnée.

La première partie concerne les maladies des poissons. Elle débute par des informations générales exposées sous 3 rubriques pour la surveillance et le contrôle de la santé des poissons. La rubrique A intitulée **Bases des programmes de surveillance et de contrôle de la santé des poissons**, concerne, d'une part, les agents pathogènes et les maladies, d'autre part l'approche globale du contrôle effectué dans la pisciculture.

La rubrique B concerne 1) la collecte de spécimens ayant pour objet, soit la mise en évidence de l'état sanitaire, soit le contrôle de son maintien 2) **l'échantillonnage** pour les tests viraux et bactériologiques, les procédés d'examen virologique et d'examen bactériologique. **La rubrique C concerne les virus, les bactéries, la sérologie, la production d'antisérum immunisé, les anticorps monoclonaux de la souris, les techniques nucléaires.**

Pour chacune des maladies listées, un **sommaire** fournissant des indications sur l'agent pathogène, les espèces affectées, les signes cliniques et nécropsique, l'épidémiologie, la répartition géographique, les méthodes de diagnostic, précède les moyens à mettre en œuvre pour l'isolement et l'identification.

La deuxième partie concerne les maladies des mollusques notamment des huîtres et moules. Ces maladies au nombre de 6 dont 5 à déclaration obligatoire sont dues à des parasites et la 6^e autre maladie importante, à un iridovirus, font également l'objet d'un sommaire. Les procédés de diagnostic sont fondés sur l'examen cytologique et histologique après fixation et coloration. Les techniques d'échantillonnage et de diagnostic sont précisées dans des informations générales.

La troisième partie concerne les maladies des crustacés. Elle comprend 5 maladies considérées comme "maladies importantes" dont quatre dues à un baculovirus ou un virus baculiforme, affectent les crevettes d'élevage. La cinquième peste de l'écrevisse est due à un champignon (*Aphanomyces astaci*). L'ouvrage se termine par la liste de laboratoires internationaux de référence et des spécialistes de ces laboratoires ainsi que par la liste des organisations internationales coopérant avec l'OIE.

A l'occasion de cette présentation, il nous est agréable même si le champs des maladies listées dans le code ne représente qu'une partie de la pathologie des animaux aquatiques, de souligner tout l'intérêt de l'action engagée par l'OIE pour apporter les données nécessaires au développement à l'échelle internationale d'une prophylaxie organisée selon des programmes et moyens standardisés des maladies des animaux aquatiques, notamment des espèces d'élevage destinées à la consommation par l'homme et dont le commerce mondial, déjà important, s'accroît.

J'ajouterais qu'il serait souhaitable que le manuel de diagnostic soit également publié en langue française.

Je vous remercie de votre attention.

Office International des Épizooties : Rapports de synthèse sur les thèmes techniques présentés au Comité International ou aux Commissions Régionales (1996)

M. Pierre LARVOR. - Cette publication de l'O.I.E. parue en 1997 (N° ISBN 92-9044-424-X) rassemble huit rapports de synthèse réalisés à des niveaux différents (mondiaux ou régionaux) sur divers sujets d'actualité. Tous ont été écrits par des personnalités compétentes et apportent des éléments d'informations intéressants, mais je n'insisterai pas sur ceux qui apportent des données purement factuelles, pour traiter plutôt des aspects de politique générale résultant des accords du GATT, le tout en évitant la "langue de bois".

Dans le groupe des publications purement technico-scientifiques, on peut citer :

- une revue de Georges (Belgique) sur l'application des biotechnologies à l'élevage, exposé clair qui intéressera les non-spécialistes,

- une revue de Thomson (Afrique du Sud) sur les possibilités de portage du virus aphteux par des sujets cliniquement sains, dont il ressort que le phénomène est très exceptionnel et n'a jamais donné lieu à un départ d'épizootie,

- une revue de Hästein (Norvège) sur les maladies (prophylaxie et traitement) des poissons marins en élevage, très intéressant rapport sur les pratiques de différents pays, mais auquel la France n'a pas jugé utile de participer.

- Deux synthèses sur les encéphalopathies spongiformes, l'une (King, USA) sur la tremblante du mouton dans le nouveau monde, dont il résulte, soit que l'Amérique du Sud est indemne, soit que le meilleur moyen pour ne pas avoir à déclarer d'encéphalopathies est de les rechercher mollement ; l'autre sur l'ES bovine (Kimberlin, Royaume Uni) qui résume les rapports nationaux européens parvenus à l'auteur ; à noter que les services français n'ont pas cru devoir répondre à sa demande d'information, ce qui est d'autant plus regrettable que, concernant cette maladie, l'épidémiosurveillance est particulièrement bien organisée dans notre pays. D'une façon générale, et quels que soient les documents, on observe du côté français une grande négligence à répondre aux demandes émanant des rapporteurs de l'O.I.E., ce qui est particulièrement mal venu dans le contexte politique général que je vais maintenant aborder.

- Les trois interventions restantes ont en effet porté sur des aspects de politique générale résultant des accords du GATT (accords sur les tarifs douaniers et le commerce international) et spécialement sur les arrangements concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires (dits Accords SPS) et leurs conséquences pratiques. Ces trois communications ont été rédigées par trois Américains et un Brésilien, ce qui est déjà en soi une indication sur leur orientation. Un point essentiel est le rôle directeur de l'O.I.E. reconnu par l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO) dans la mise en œuvre des conclusions de l'Accord SPS, confirmation de ce que l'on savait déjà sur l'importance qu'a progressivement prise l'O.I.E. sous l'impulsion de ses directeurs successifs (tous français jusqu'à présent). Les principes généraux de l'Accord SPS sont :

- non-discrimination,
- harmonisation,
- équivalence,
- transparence,

La transparence est une nécessité qui va de soi, de même l'harmonisation des procédures et l'équivalence des mesures sanitaires entre pays, pourvu bien entendu qu'il y ait un réel contrôle de cette équivalence ; la non-discrimination est aussi un principe qu'on ne peut qu'approuver, à cette réserve près qu'il est posé par un pays qui a seul le pouvoir d'imposer un embargo sur certains autres pays.

Nous devons cependant rester attentifs, car l'objectif explicite est de lever les barrières protectionnistes non-tarifaires déguisées en barrières sanitaires, ce qui est une ambition légitime, mais ne devrait pas conduire à l'acceptation de normes sanitaires insuffisantes permettant l'écoulement sur le marché européen de marchandises produites à des coûts inférieurs grâce à l'abandon de garanties sanitaires fondamentales. Or il apparaît dès maintenant que cette orientation de facilitation maximale des échanges sera soutenue très activement par certains pays exportateurs sous le couvert d'une *Analyse des risques* et au détriment du *Principe de précaution* qui s'impose de plus en plus dans les pays européens.

Les rôles reconnus officiellement à l'O.I.E. à savoir :

- promouvoir l'établissement de normes sanitaires et les diffuser aux pays concernés, sur une base purement scientifique,
- conseiller les Pays Membres dans ces domaines,
- à la demande d'un pays, procéder à l'évaluation technique de la situation en matière de risque sanitaire,

soulignent donc la position clé détenue par l'O.I.E. et l'importance qui s'attache aux participations nationales à ses travaux ; il convient en effet de soutenir totalement cet organisme dont le rôle dans la "*prise de décisions*" soulève certaines réticences, et dont l'arbitrage technique ne doit pas pouvoir être mis en cause pour des raisons commerciales.
